

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/La-situation-inquietante-du-parc-nucleaire>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau
en action > Campagnes et mobilisations nationales > Le nucléaire tue l'avenir, arrêtons-le ! > Ni prolongation ni nouvelle installation !
> **Situation inquiétante du parc nucléaire**

4 avril 2019

Situation inquiétante du parc nucléaire

Depuis la création du Réseau "Sortir du nucléaire", nous nous battons pour la fermeture des centrales et contre les nouveaux projets nucléaires. Au vu de l'actualité, il nous faut cependant mettre les bouchées doubles pour contrer les projets du gouvernement et de la filière. En ce printemps, nous lançons la campagne "Le nucléaire tue l'avenir, arrêtons-le !", avec pour mot d'ordre "Ni prolongations, ni nouvelles installations !"

Une situation plus qu'inquiétante sur le parc nucléaire

Une telle perspective fait fi du vieillissement des installations nucléaires. Si certains équipements peuvent être réparés ou remplacés, ce n'est pas le cas de tous. Les enceintes de béton ne sont pas remplaçables et certaines - comme celles de la centrale du Bugey - connaissent des problèmes croissants d'étanchéité. Quant aux cuves des réacteurs, elles ont été conçues pour 40 ans d'utilisation et ne peuvent être démontées ni réparées. Les solliciter plus longtemps reviendrait à rogner sur les marges de sûreté. Des chocs thermiques répétés ou une erreur de pilotage pourraient avoir des conséquences fatales et accroître les risques de rupture. Prétendre mener l'ensemble du parc à 50 ans - voire 60 ans pour certains réacteurs - est donc un choix extrêmement périlleux.

De plus, les effets du vieillissement pourraient être d'autant plus graves sur des équipements présentant des défauts. Ainsi, les cuves de dix réacteurs comportent des fissures depuis leur conception (celle de Tricastin 1 en compte une vingtaine ! [1]). Et en 2016, une affaire massive de dissimulation de la non-conformité de certaines pièces a été dévoilée. À ce jour, 1 775 "anomalies" ont été recensées sur 42 réacteurs, et certains d'entre eux, comme celui de Bugey 3, en comptabilisent jusqu'à 113 !

Par ailleurs, la volonté d'EDF de prolonger la durée de fonctionnement de ses centrales va venir aggraver une situation déjà très dégradée. Depuis une vingtaine d'années, l'entreprise s'est lancée dans une course à la rentabilité aux lourdes conséquences. Comme un jour d'arrêt de réacteur représente un million d'euros de manque à gagner, les temps d'arrêts des installations pour maintenance ont été réduits de moitié. 80 % de la maintenance a été sous-traitée à des entreprises prestataires, parfois mises en concurrence entre elles et souvent choisies sur la base du moins-disant social. Il en résulte un climat délétère pour les travailleurs sous-traitants, sommés de réaliser des

opérations dangereuses dans un délai réduit, et parfois sans bénéficier de la formation adéquate. La maintenance préventive des installations passe donc le plus souvent à la trappe, le contrôle des opérations effectuées n'est plus systématique et les erreurs ne sont pas rares. Les conséquences en termes de sûreté sont réelles : pompes hors d'état de fonctionner, équipements électriques de secours dans un état "inacceptable" (selon le terme même d'EDF [2]), tuyauteries amenant l'eau de refroidissement si corrodées qu'elles ne résisteraient pas à un choc violent...

Dans ces conditions, on peine à imaginer comment EDF peut prétendre mener à bien les lourds travaux inédits mais nécessaires pour prolonger la durée de fonctionnement de ses centrales. Sans même parler de la mise aux normes post-Fukushima ! En janvier 2019, le président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) lui-même a exprimé "un sérieux doute sur la capacité d'EDF à réaliser de gros travaux", soulignant une inquiétante perte de compétences. Déjà, en 2016, la centrale nucléaire de Paluel, censée inaugurer le bal du "grand carénage [3], avait été le théâtre d'un accident inédit : la chute d'un générateur de vapeur de 465 tonnes. Les travailleurs du nucléaire dénoncent une dérive vers un nucléaire low-cost et mettent déjà en garde contre un "Grand carnage social"...

Quant à l'ASN, censée se prononcer sur les conditions de cette prolongation, saura-t-elle se montrer intransigeante ? Rien n'est moins sûr. D'ores et déjà, elle se retrouve placée devant le fait accompli par EDF. Certains dispositifs prescrits par la mise aux normes post-Fukushima, visant à doter les centrales de moyens d'alimentation électrique de secours supplémentaires, auraient dû être installés sur l'ensemble du parc fin 2018. Début 2019, EDF n'a équipé que deux réacteurs sur les 58 que compte le parc et a imposé à l'ASN de lui accorder un délai. De même, l'énergéticien a obtenu que les travaux nécessaires pour la prolongation au-delà de 40 ans soient effectués en deux temps. La deuxième phase ayant lieu après l'avis de l'ASN et alors que les réacteurs auront déjà 47 ans en moyenne ! Le risque est donc grand de voir EDF obtenir cette prolongation en s'engageant à effectuer des travaux qu'elle ne réalisera finalement pas.

Prolonger les centrales, implique de continuer à faire fonctionner l'ensemble des installations de la chaîne du combustible. Or, elles sont toutes vieillissantes, connaissent de plus en plus d'incidents et problèmes en tout genre et les déchets s'y accumulent, sans solution de traitement ou stockage. La situation humaine et financière d'Orano, ex-Areva, laisse quant à elle planer le doute sur la capacité de l'industriel à gérer ses installations [4]. Au regard de la situation, c'est l'ensemble de la politique de gestion des matières et déchets radioactifs qui devrait être remise à plat, mais alors que va débiter à la mi-avril un débat sur le Plan National de Gestion des Matières et Déchets Radioactifs (PNGMDR), il est surtout question d'étendre la durée de fonctionnement des usines et d'implanter des projets de traitement des déchets aux quatre coins du territoire.

L'industrie nucléaire, un cycliste en roue libre

Non content de maintenir les installations existantes, l'industrie nucléaire rêve également de nouveaux projets. "EDF doit poursuivre la construction de centrales", déclare son président, comparant l'entreprise à "un cycliste qui, pour ne pas tomber, ne doit pas s'arrêter de pédaler". Faute de penser à utiliser les freins pour mettre le pied à terre, le cycliste EDF se lance dans une fuite en avant désespérée.

- ▶ La situation financière est catastrophique ?
- ▶ Le chantier de l'EPR est un fiasco ?
- ▶ Les compétences en interne n'existent plus pour mener de gros chantiers ?

Qu'importe ! EDF, avec le soutien du gouvernement (fournisseur des petites roues du vélo ?), est

censée préparer d'ici 2021 un programme "nouveau nucléaire" pour permettre de décider d'une relance. Celle-ci reposerait principalement sur un EPR "amélioré" et meilleur marché - donc low-cost ? - dans les rêves de la filière, six réacteurs EPR seraient construits dans les prochaines décennies et sur d'hypothétiques "petits réacteurs modulaires".

Anticipant de nouvelles constructions, l'exploitant convoite actuellement des terres agricoles près des centrales pour agrandir son emprise. Si ces opérations rencontrent une opposition de la part des agriculteurs et riverains, elles bénéficient aussi du soutien de certains élus. Hervé Morin, président de la région Normandie, a déjà officiellement posé sa candidature pour que la centrale de Penly (site retenu en 2009 pour un projet d'EPR abandonné quelques années après) accueille cette fois-ci deux nouveaux réacteurs. Tout en précisant que ce serait le gouvernement qui déciderait en 2021, Jean-Bernard Lévy, patron de l'entreprise, a accueilli favorablement cette proposition. Xavier Bertrand, président des Hauts-de-France, souhaiterait également que la centrale nucléaire de Gravelines accueille un EPR. Plus grande centrale d'Europe, construite sur un polder, entre Dunkerque et Calais, à côté d'une bonne dizaine de sites chimiques, gaziers et pétroliers, celle-ci comprend déjà six réacteurs en fin de vie...

Cette fuite en avant d'une industrie incapable de penser sa fin ne concerne pas que les perspectives de construction de nouvelles centrales. Plutôt que de mettre fin à sa production de déchets, l'industrie nucléaire projette de nouveaux exutoires, et notamment une "piscine centralisée" censée accueillir des combustibles usés pour pallier la saturation de celles de La Hague.

Par ailleurs, les tentatives de nucléarisation des territoires se poursuivent. Dans le Grand Est, outre Cigéo, la région est censée accueillir une blanchisserie pour combinaisons nucléaires, une base logistique pour pièces irradiées, et tout un tas d'autres projets qui coloniseraient peu à peu l'Est du pays. À Fessenheim, pour "compenser" l'arrêt de la centrale, il est même question de l'implantation d'un "techno centre" où seraient traitées des ferrailles radioactives provenant des centrales en démantèlement de France et d'Allemagne !

Dans le Gard, Socodei, filiale d'EDF va investir 60 millions d'euros dans la construction d'une nouvelle unité d'entreposage et de traitement des déchets. Il ne s'agit rien de moins que de découper, fondre, puis stocker les gaines, contaminées, qui entourent les barres de combustibles se trouvant dans la cuve.

Charlotte Mijeon

Refusons que nos vies soient sacrifiées, plus que jamais soyons mobilisé.es !

Installations vétustes, pièces en fin de vie qui ne peuvent être remplacées, malfaçons et défauts sur de nombreux équipements, problèmes accrus de maintenance découlant des cadences infernales imposées aux travailleurs sous-traitants, déchets qui s'accumulent, etc. : la situation actuelle est plus qu'inquiétante. Prolonger et relancer la filière est un projet irresponsable et met gravement en danger la population sur plusieurs générations. Il est plus qu'urgent de refuser en nombre que notre avenir soit ainsi sacrifié sur l'autel de la rentabilité et sous couvert de lutte contre le réchauffement climatique.

Après une première vague de mobilisation entre le 10 mars et le 26 avril, plusieurs temps forts se succéderont tout au long de l'année. **Pour faire vivre cette campagne et bloquer très concrètement les prolongations et les nouveaux projets, nous avons besoin de vous !**

Autour de centrales nucléaires, d'usines ou dans les zones pressenties pour de nouveaux projets, nous soutiendrons **les actions des habitants et collectifs mobilisés et serons présents sur le terrain des luttes.**

Faites comme-nous, [rejoignez-les !](#)

Déjouer les plans de l'industrie nucléaire, c'est aussi dévoiler des scandales et informations méconnus et agir en justice. Cela nécessite un temps long de recherche, d'enquête, de travail avec tout un réseau d'avocats, d'experts, de travailleurs et de nombreuses personnes qui suivent au quotidien l'actualité des installations. **Pour nous aider à contrer la désinformation du lobby nucléaire et à bloquer juridiquement des projets, vous pouvez nous soutenir financièrement.**

Contre la politique du gouvernement en matière énergétique, nous interpellons ministres et député.es pour les faire reculer dans ce sinistre projet. **Première étape, notre pétition “Le nucléaire n'est pas notre avenir, arrêtons-le !”**, lancée au lendemain de l'anniversaire de la catastrophe de Fukushima. Rendez-vous vite sur notre site pour la signer ! D'autres initiatives suivront. Pour participer, restez connecté.es ! Présence dans les rassemblements en faveur du climat, dans les évènements étudiants et dans les festivals de l'été, pour informer et mobiliser. Afin d'être au contact du public et des jeunes générations, nous déploierons des équipes de bénévoles tout au long du printemps et de l'été. Vous souhaitez vous former et vous lancer dans l'aventure ? Contactez-nous pour rejoindre une de nos équipes ! ambassadeurs@sortirdunucleaire.fr

Pour rappeler qu'un accident est malheureusement probable en France, nous sommes partenaires du **docu-fiction “Retour à la normale”** diffusé ce 11 mars sur France 3, qui donne à voir les conséquences d'une catastrophe sur nos vies. D'abord diffusé en Auvergne-Rhône-Alpes jusqu'au mois de mai, puis partout en France à partir de la rentrée, **nous partons en tournée ! Pour organiser une projection près de chez vous rien de plus simple, [consultez la fiche action sur notre site](#) .**

Laura Hameaux

Notes

[1] Ceci est expliqué dans une note technique de l'ASN datant de novembre 2010.

[2] En mars 2016, le Journal de l'énergie a publié des documents internes à EDF attestant de ce problème :
<https://journaldelenergie.com/nucleaire/diagnostic-alarmant-edf-diesels-secours-reacteurs/>

[3] Grand carénage : vaste programme de travaux de maintenance et de mise aux normes

[4] Voir par exemple le témoignage de Gilles Reynaud, travailleur à l'usine Orano-Pierrelatte du Tricastin (Drôme-Vaucluse)